

Neuchâtel, les causes d'une sinistrose

FINANCES Privé de budget, fragilisé par des années de déficits publics chroniques, le canton vit depuis le début de l'année une crise sans précédent, qui s'explique en partie par un train de vie d'une autre époque et un manque de leadership politique

YAN PAUCHARD
@YanPauchard

«Neuchâtel n'a jamais autant eu besoin de bouffons. Je crois qu'il est grand temps que nous reprenions notre Revue», lance comme boutade l'humoriste Jean-Luc Barbezat qui, avec son compère Benjamin Cuhe, avait fait pouffer toute une région, en 2012, en se lançant dans la course au Conseil d'Etat. Le canton vit aujourd'hui un psychodrame. Depuis le début de l'année, faute d'accord suffisant au Grand Conseil, l'Etat est contraint de fonctionner sans budget. Il tâtonne avec comme seule boussole la loi qui l'autorise «à engager uniquement les dépenses strictement nécessaires».

La situation est inédite. Elle plonge le canton en plein désarroi: projets paralysés, études bloquées, subventions limitées ou pas reconduites. Il n'y a bientôt plus un jour sans que la presse régionale ne se fasse l'écho de la grogne de la population. Ici une œuvre caritative qui s'inquiète pour son programme de réinsertion professionnelle. Là un chef d'entreprise qui craint de devoir licencier faute de mandats des collectivités publiques. Un millier d'emplois seraient en jeu dans le seul secteur de la construction. «Le canton montre des signes de dépression collective», n'hésite pas à diagnostiquer Thierry Béguin, ancien conseiller d'Etat et aux Etats PLR.

Chiffres rouge vif

Entre 2010 et 2014, une croissance des recettes avait pourtant laissé augurer des lendemains qui chantent après des années de sinistrose. Le coup d'arrêt n'en sera que plus brutal. En 2016, le canton replonge dans les chiffres rouge vif, affichant 74 millions de francs de déficit. La faute au décrochement économique, conjugué à une importante chute de la manne fédérale de la péréquation de l'ordre de plusieurs dizaines de millions de francs.

«Durant ces années exceptionnelles, jusqu'en 2015, Neuchâtel n'a pas su tirer profit de l'augmentation de ses recettes, analyse Nils Soguel, professeur de finances publiques à l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP) de l'Université de Lausanne. Le canton n'a pas mené de réflexion sur la suite. D'un côté, l'argent arrivait dans la caisse, de l'autre il y avait des demandes latentes, l'Etat a dépensé comme si la hausse des rentrées fiscales allait être infinie.» Il aurait avisé de se montrer plus prudent, surtout lorsque l'on sait que Neuchâtel est déjà en tête des classements suisses en matière de taux de chômage (5,6% au 31 janvier), d'aide sociale ou du nombre de divorces.

«Charges trop élevées»

Pour Nils Soguel, le problème fondamental ne réside néanmoins pas tant dans les recettes, qui restent très lar-

EN CHIFFRES

Population en recul

Signe de la morosité, le nombre d'habitants dans le canton de Neuchâtel a diminué de près de 600 personnes en 2017. Une baisse qui s'explique par le recul de la population étrangère en lien avec la conjoncture économique difficile. Commune la plus peuplée, La Chaux-de-Fonds (38 630 habitants) est dorénavant sérieusement menacée par Fribourg (38 390) dans son statut de troisième ville romande. Aux élections fédérales de 2015 déjà, en raison d'une démographie anémique, Neuchâtel voyait sa députation au Conseil national amputée d'un siège, passant de 5 à 4.



Le canton vit une période agitée depuis plusieurs années. Le 26 novembre 2016, ils étaient ainsi plusieurs centaines à manifester dans les rues de La Chaux-de-Fonds leur grogne contre la politique d'austérité du Conseil d'Etat. (KEYSTONE/LAURENT GILLIERON)

gement supérieures aujourd'hui à celles des années autour de 2010, mais bien dans les dépenses: «Les charges sont trop élevées, largement au-delà de la moyenne suisse en proportion du nombre d'habitants.» En mars 2016, une étude commandée par le canton démontrait que les coûts standards des prestations publiques étaient de 30% supérieurs au reste du pays, en particulier dans les domaines des hôpitaux, des personnes âgées, de la formation professionnelle et de la police.

Le canton vit depuis longtemps au-dessus de ces moyens, l'héritage d'un passé fastueux. «Jusqu'à la grande crise horlogère des années 1980, Neuchâtel faisait partie des cantons les plus fortunés de Suisse, rappelle Thierry Béguin. On s'est alors doté d'infrastructures opulentes que nos revenus nous permettaient de financer mais qui aujourd'hui peut-être sont disproportionnées par rapport à la taille de notre territoire.» Le canton de près de 180 000 habitants compte ainsi aujourd'hui cinq sites hospitaliers, trois musées des beaux-arts, une forte densité de salles de théâtre, d'écoles professionnelles ou de piscines couvertes, de même qu'une Université fondée en 1838 grâce à l'argent du roi de Prusse Frédéric-Guillaume III. «Il est difficile d'avoir été riches, nous en avons gardé les habitudes, poursuit

l'ancien politicien. Nous devrions réduire la voilure, mais il est difficile de faire marche arrière.»

Les réformes sont d'autant plus compliquées à mettre en œuvre qu'elles se heurtent à plusieurs écueils. Le principal réside dans les tensions régionales ravivées entre les montagnes et le littoral. Spécificité neuchâteloise, le canton voit deux centres urbains d'égale importance, La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel, se concurrencer, avec des structures parfois redondantes. La rivalité a atteint son paroxysme dans la virulente campagne qui a précédé, il y a une année, la votation sur la question hospitalière.

«Avant on riait de nos différences entre là-haut et le bas, les uns avaient la neige, les autres le brouillard, observe encore l'artiste Jean-Luc Barbezat. Les plaisanteries ont laissé la place à de véritables tensions. Il n'y a plus de solidarité dans ce canton. Il nous manque peut-être une grande figure rassembleuse, comme le furent Didier Cuhe ou le grand Xamax, qui rendrait fier d'être Neuchâtelois et donnerait le sentiment de faire partie d'un tout.»

Un Conseil d'Etat affaibli

Surtout, à ces rivalités régionales s'est superposée une polarisation politique. La gauche s'est renforcée dans le haut,

«Il est difficile d'avoir été riche. Nous en avons gardé les habitudes»

THIERRY BÉGUIN,
ANCIEN CONSEILLER D'ÉTAT

la droite dans le bas. «Les deux camps sont aujourd'hui quasiment d'égale force au Grand Conseil, situation qui attise les tensions et empêche la recherche de compromis», constate le Vert Laurent Debrot, doyen de fonction du législatif. Le Conseil d'Etat se retrouve impuissant à s'imposer face à des députés qui se regardent en chien de faïence. Affaibli par le refus populaire de deux projets d'envergure, le TransRun et la réforme des hôpitaux, le gouvernement est également sorti fragilisé des différentes affaires qui ont secoué la vie politique neuchâteloise de ces dernières années: 2010, départ contraint du PLR Frédéric Hainard après plusieurs mois de scandale; 2012, divorce de Claude Nicati d'avec son propre parti, le PLR, en plein mandat; 2014: démission de l'UDC Yvan Perrin, dépassé par la fonction.

La société civile, elle, s'impatiente. «Il y a un vrai manque de leadership

politique dans ce canton, tonne Alain Marietta, bouillant président de la Chambre neuchâteloise du commerce et de l'industrie (CNCI). De là, découle une ambiance délétère.» Il invite les autorités à se remettre sérieusement à la table des négociations, à lancer des réformes courageuses, à mener des investissements, mais aussi à «dégraisser le mammoth de l'Etat»: «Il y a trop de prestations. Dans notre canton, il suffit de demander pour recevoir. Cela n'est plus possible.» Mais alors que la droite appelle à tirer d'urgence le frein dans les dépenses publiques, le parti socialiste réclame, lui, à un audacieux plan de relance. Divers syndicats et associations convient par ailleurs la population à une grande manifestation anti-austérité le samedi 10 mars au départ de la gare de Neuchâtel.

De ce marasme politique sans précédent subsiste un espoir. Les membres de la Commission des finances du Grand Conseil seraient sur le point de trouver un accord pour ressusciter un budget pour la fin du mois mars. Mais les semaines passent. Le canton s'enfoncé dans la crise. «Le plus inquiétant dans toute cette affaire, conclut le député Laurent Debrot, ce n'est pas que le budget ait été refusé, c'est que le canton se montre incapable de rebondir.» ■